

برنامج  
الأغذية  
العالمي



Programme  
Alimentaire  
Mondial

World  
Food  
Programme

Programa  
Mundial  
de Alimentos

**Deuxième session ordinaire  
du Conseil d'administration**

**Rome, 16 - 18 mai 2001**

## RAPPORTS DU DIRECTEUR EXÉCUTIF SUR DES QUESTIONS OPÉRATIONNELLES

Point 7 de l'ordre du  
jour

**PROJET DE DÉVELOPPEMENT APPROUVÉ  
PAR LE DIRECTEUR EXÉCUTIF ENTRE LE  
1ER JUILLET ET LE 31 DÉCEMBRE 2000—  
RÉPUBLIQUE DOMINICAINE 05276.1  
(ancien No WIS 5276.01)**

**Programme d'alimentation scolaire  
mobilisant la participation  
communautaire dans les zones  
socialement et économiquement  
défavorisées**

*Pour information\**



Distribution: GÉNÉRALE  
**WFP/EB.2/2001/7-A/1**  
9 avril 2001  
ORIGINAL: ANGLAIS

<b>Nombre de bénéficiaires</b>	<b>95 000 (diminuant progressivement)</b>
--------------------------------	---

Durée du projet	Cinq ans
-----------------	----------

**Coût (dollars E.-U.)**

Coût total pour le PAM	4 003 252
------------------------	-----------

Coût total des produits alimentaires	2 569 312
--------------------------------------	-----------

Coût total pour le gouvernement	3 655 288
---------------------------------	-----------

\* En application des décisions du Conseil d'administration sur la gouvernance, approuvées à la session annuelle et à la troisième session ordinaire de 2000, les points soumis pour information ne doivent pas être discutés, sauf si un membre du Conseil en fait la demande spécifique avant la réunion et que la présidence accepte la requête au motif qu'il s'agit là d'une utilisation efficace du temps dont dispose le Conseil.

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site WEB du PAM ([http://www.wfp.org/eb\\_public/EB\\_Home.html](http://www.wfp.org/eb_public/EB_Home.html)).

# Note au Conseil d'administration



**Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour information.**

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document, à contacter le fonctionnaire du PAM mentionné ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Attaché de liaison principal, Région  
Amérique latine et Caraïbes (OLC):

Mme G. Segura      tél.: 066513-2207

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter le Superviseur de l'Unité des réunions et de la distribution (tél.: 066513-2328).



# Projet de conclusion

Le Conseil a pris note, dans le document WFP/EB.2/2001/7-A/1, de l'aide fournie par le PAM aux enfants des écoles primaires et maternelles de la zone frontalière avec Haïti afin de renforcer le programme national d'alimentation scolaire.

1. La République dominicaine partage l'île d'Hispaniola avec Haïti. Avec une superficie de plus de 48 000 km<sup>2</sup> et une population de 8,1 millions d'habitants, elle est le deuxième plus grand pays des Caraïbes.
2. Le manque d'aliments de base produits sur place, comme le riz et les haricots, aggravent le déficit vivrier du pays. Le déficit en riz représente 20 pour cent de la consommation annuelle et le déficit en haricots 30 pour cent. On enregistre également d'importants déficits pour le lait (60 pour cent de la consommation) et le blé.
3. Bien que la République dominicaine soit classée comme un pays à revenu moyen, son produit national brut (PNB) par habitant était en 1998 de 1 750 dollars E.-U. (Rapport mondial sur le développement humain du PNUD de 1999) et elle occupe la 88ème place selon l'indice de développement humain. Plus de 50 pour cent de la population vivrait en dessous du seuil de pauvreté<sup>1</sup>. Le gouvernement a fait de l'éradication de la pauvreté l'une de ses priorités et de nombreux programmes financés par les pouvoirs publics ont été conçus à cette fin.
4. La population rurale de la zone du projet (dans la partie occidentale du pays) est jugée très exposée à l'insécurité alimentaire. La majorité des ménages de cette région ne parvient pas à satisfaire ses besoins les plus élémentaires tels que l'accès à l'éducation et aux services de santé, et leurs repas quotidiens sont à la fois inadéquats et en nombre insuffisant. En outre, la population consacre plus de 60 pour cent de son revenu à l'achat de nourriture, voire 80 pour cent dans certaines communautés. Entre 15 et 20 pour cent des enfants âgés de moins de cinq ans souffrent dans cette région de malnutrition chronique (taille par âge inférieure à la moyenne). Dans les communautés isolées, le taux d'analphabétisme peut atteindre 75 pour cent. La population compte 30 à 40 pour cent de personnes sans emploi ou employées dans le secteur informel et ce chiffre dépasse 45 pour cent dans certaines provinces. Les conditions de vie dans la zone frontalière qui couvre approximativement 8 450 km<sup>2</sup> sont déplorable. Le niveau de pauvreté y est alarmant et le taux de mortalité infantile atteint 47 pour 1 000 naissances d'enfants vivants. D'autres régions, dont San Juan de la Maguana, présente un taux de mortalité infantile encore plus élevé, avec 67 pour 1 000 naissances d'enfants vivants.

<sup>1</sup> *Plan Nacional de Alimentación y Nutrición 1998–2005*, Gouvernement de la République dominicaine, janvier 1998, p. 17.



5. L'objectif de ce projet est de soutenir et de renforcer le programme national d'alimentation scolaire. Ce projet viendra compléter les programmes déjà mis en place par les pouvoirs publics, lesquels engloberont au fur et à mesure les écoles recevant des vivres du PAM. Par ailleurs, le projet contribuera à stabiliser le taux de fréquentation scolaire, à réduire le taux d'abandon et à améliorer la capacité des écoliers à apprendre. Ce projet apportera une aide aux enfants des écoles primaires et maternelles de la zone frontalière avec Haïti.
6. Les immigrants en provenance d'Haïti constituent une proportion considérable de la population de la région frontalière. Les enfants haïtiens vivant avec leur famille en République dominicaine vont régulièrement à l'école primaire (de façon officielle et non officielle). Les enseignants les accueillent et les intègrent volontiers dans leurs classes. Etant donné la proximité de la population haïtienne frontalière, les enfants haïtiens traversent chaque jour la route séparant les deux pays (appelée "la Route internationale") pour se rendre à l'école du côté dominicain. Le projet contribuera à garantir que tous les enfants, quelle que soit leur origine, sont inscrits dans une école et reçoivent un repas.
7. L'aide alimentaire apportée en milieu scolaire bénéficiera aux régions les plus pauvres du pays et permettra d'empêcher que le stress alimentaire ne réduise la capacité des enfants à apprendre. Le projet répondra à la priorité 2 énoncée dans la politique visant à favoriser le développement: il permettra à des familles pauvres d'investir dans le capital humain grâce à l'éducation et à la formation. Le projet cherchera également à suivre les engagements pris par le PAM en faveur des femmes en accordant une importance particulière à l'inscription et l'assiduité scolaire des filles, ainsi qu'à la participation des mères aux comités locaux de parents d'élèves.

